



**PRÉFÈTE  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général / DCL  
Bureau des élections et de la réglementation générale

Angoulême, le **29 AVR. 2024**

La préfète de la Charente

à

Mesdames et Messieurs les maires  
des communes situées dans le ressort  
du Tribunal judiciaire d'Angoulême

**Objet : Vote par procuration.**

**Réf. : Articles L.71 à L.78 et R.72 à R.80 du Code électoral.**

**PJ : Instruction ministérielle du 11 avril 2024 relative au vote par procuration  
Liste des lieux dans lesquels les autorités sont habilitées à délivrer des procurations de vote  
dans le département de la Charente.**

Dans la perspective des prochaines échéances électorales politiques, vous voudrez bien trouver ci-joint, pour attribution, la liste mise à jour des lieux dans lesquels les autorités sont habilitées par la présidente du tribunal judiciaire d'Angoulême à délivrer des procurations de vote dans le département de la Charente.

Cette liste, mise à jour, annule et remplace celle transmise précédemment à vos services, pour assurer une bonne information des électeurs.

Il n'existe aucune disposition prévoyant expressément une obligation de publicité et d'affichage de la liste des autorités habilitées à établir les procurations.

En raison des difficultés en matière de sécurité personnelle, la liste nominative des OPJ et APJ n'a pas à être communiquée. La communication des informations relatives aux agents habilités se limitera aux fonctions et aux lieux d'exercice de ces agents.

Je vous rappelle que les personnes désignées par la présidente du tribunal judiciaire territorialement compétent sont les seules à pouvoir établir des procurations de vote et que les procurations peuvent être établies à tout moment. Aucun motif lié à la date de présentation de l'électeur devant les autorités habilitées ne permet d'en refuser l'établissement.

Enfin, en application de l'article L71 du code électoral, tout électeur peut, sur sa demande, exercer son droit de vote par procuration.

Pour la préfète, et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jean Charles JOBART